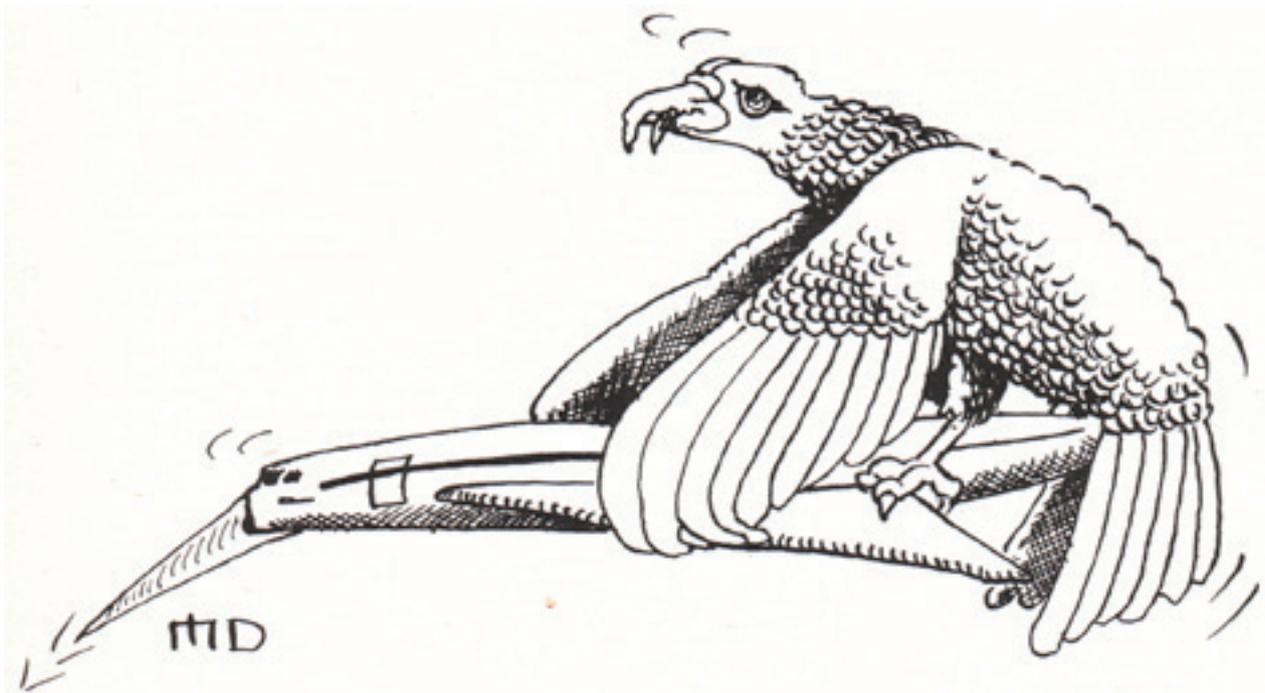


## CONTROLER LA PRODUCTION

**Concorde :**

# « Progrès technique » et indépendance nationale



Il n'est pas certain que le « procès » à grand spectacle organisé à Washington par l'administration américaine ait contribué à éclairer les citoyens américains sur l'ensemble complexe des intérêts en cause dans l'affaire « Concorde ». Il aura eu, en tout cas, le mérite de susciter, en France et dans l'ensemble de la presse, un certain nombre de prises de positions dont l'examen sérieux fournit, aujourd'hui que le verdict est connu, d'utiles sujets de méditation sur quelques grands problèmes qui dépassent de loin l'intérêt immédiat du marché en cours



De l'Aurore au Monde, du Figaro au Quotidien de Paris, dans l'ensemble

de la presse bien pensante et bien disante, ce qui frappe avant tout, c'est la modération du ton. Chacun, manifestement, s'efforce de relater le débat en cours à Washington en ménageant les cousins d'outre-Atlantique sans offusquer les voisins d'outre-Manche. Ainsi dépassionnée, l'affaire se réduirait à un débat un peu académique entre quelques écologistes, bien sympathiques à tout prendre, et quelques techniciens eux aussi bien honnêtes. Entre gens de bonne volonté, il était clair qu'on finirait par s'entendre...

### se garder du schématisme

Seule, l'Humanité ne s'est pas laissée endormir par le chant de ces sirènes... Dès l'ouverture du procès, un éditorial d'Henri Alleg donnait le ton en démasquant, derrière les écologistes américains qui osaient se plaindre de la pollution et de l'excès de décibels, les grands avionneurs US qui défendaient leur marché. A l'annonce de la décision du ministre Coleman, c'était Marchais qui, du 22<sup>e</sup> congrès du PC, clamait sa satisfaction devant ce « **premier succès des poussées populaires** » (!), tan-

dis que la fédération CGT des travailleurs de la métallurgie décidait de lancer, du 9 au 20 février, une quinzaine d'information et d'action intensive pour le développement du programme Concorde. Contre Giscard qui ne prétendait se rendre à New York en Concorde que pour mieux masquer son intention de brader la technologie nationale, il s'agissait, en un mot, d'en appeler à l'union du peuple de France pour la défense des intérêts nationaux.

Dans une affaire où les contradictions inter-impérialistes s'entremêlent, où les considérations sur l'indépendance nationale se conjuguent avec la nécessaire défense de

l'emploi, où l'appréciation du progrès technique doit mesurer l'ampleur de ses retombées sur l'environnement, il convient de se garder de tout schématisme.

Essayons donc d'y voir un peu plus clair.

● Même si la section de la SNIAS rappelle aujourd'hui « **que les travailleurs de l'entreprise ont, avec les communistes, imposé la construction de l'avion** », Concorde est un projet de l'époque gaulliste. Dans la stratégie développée au cours des années soixante, il s'agissait en effet, pour la France, de construire les bases d'une industrie nationale capable de rivaliser avec les Etats-Unis sur leur propre terrain : c'est-à-dire de faire aussi bien, et si possible mieux qu'eux, dans la même logique technique, avec le même modèle de croissance, mais au mépris éventuel des considérations économiques qui sont néanmoins la loi du système. Concorde pousse à l'absurde une telle perspective puisque l'avion remplit un « créneau » que les Etats-Unis ont choisi de ne pas occuper car ils l'estimaient peu rentable.

● Tout le déroulement de l'opération Concorde reflète cette contradiction entre les considérations de prestige et les impératifs de la rentabilité capitaliste. Les pages que la Cour des comptes, dans son rapport de 1973, consacrait à l'affaire son parfaitement éclairantes à cet égard : transformation permanente du programme, pagaille dans la coopération entre les sociétés françaises et britanniques, sous-estimation systématique des coûts, le tout aboutissant à une ardoise sur laquelle, au fil des ans, se sont multipliés les zéros. Aujourd'hui, pour que les contri-

buables français rentrent dans leurs frais, il faudrait vendre plus de trois cents Concorde.

## brader sans dommage ?

● Il est clair que ce n'est pas là la logique dont se réclame le giscardisme. Renonçant aux mirages et aux contradictions gaullistes, il applique avec **fair-play** les règles de la rentabilité capitaliste. Bradant tour à tour les entreprises autonomes, lancées par ses prédécesseurs dans les domaines du nucléaire et de l'informatique, son seul souci consiste à s'intégrer dans le marché impérialiste sans contester la prééminence US.

Mais il apparaît difficile, alors que le produit est achevé et que l'UDR pèse encore son poids, de le brader sans dommage. Au demeurant, dans la mesure où le développement du projet paraît compromis, il ne menace pas véritablement la suprématie des avionneurs d'outre-Atlantique et un compromis paraît possible sur la base d'une exploitation prudente de Concorde et d'une participation française éventuelle à la préparation d'un super Concorde dans un cadre atlantique.

● Dans une telle perspective, réduire les oppositions qui se manifestent aux Etats-Unis aux seules réactions de ces grandes entreprises serait une funeste méprise. Sans doute, certains ne répugnent pas, dans ce cas particulier, à soutenir quelques écologistes peu scrupuleux. Faut-il pour autant méconnaître les arguments avancés par les ligueurs qui se sont multipliés outre-Atlantique et qui se battent contre Concorde, comme elles se

sont battues avec certain succès contre les implantations de centrales nucléaires (et dans ce domaine, pourtant, la concurrence française n'était guère menaçante) ? Est-il si évident qu'il faille à tout prix (précisément en faisant longuement appel au contribuable français) faire gagner trois heures sur Paris-New York à quelques PDG bostoniens et stars hollywoodiennes en compromettant la tranquillité de centaines de milliers de terriens moyens ?

## un gage de dépendance

La prouesse technologique, même lorsqu'elle est le produit d'une entreprise nationalisée, n'est pas synonyme de développement des forces productives ou de progrès social. Elle n'est pas non plus un gage d'indépendance, dès lors qu'elle se borne à singer le modèle de développement du capitalisme dominant, en accentuant au besoin les travers.

Et ce ne sont pas les promoteurs du SST Tupolev qui prétendraient le contraire. Ils sont bien placés pour savoir que le développement des forces productives ne mène pas automatiquement au socialisme, pas plus que la compétition avec les Etats-Unis sur leur propre terrain ne mène au communisme...

Il n'y a pas d'indépendance nationale possible en Europe sans une rupture radicale avec le mode de développement imposé aujourd'hui par le capitalisme. Pour contruire ce socialisme, fût-il « à la française », c'est au pied du mur... du son qu'on voit le maçon.

François DALBERT ■

**Sortira-t-on de la crise uniquement par une croissance forte et une restauration du pouvoir d'achat ? N'est-ce pas en fait une autre manière de produire, une autre production qui doivent être envisagées ? Peut-on se contenter, comme Georges Ségué, de réclamer que les fusils de l'armée française soient des 5,56 Manufrance et pas des fusils allemands ? Peut-on déboucher sur une lutte offensive pour bloquer le processus de démantèlement de l'industrie française ? Le maintien du progrès technique, de l'emploi, n'est pas seulement une affaire de gros sous et de marchés. Les travailleurs doivent pouvoir contrôler ce qu'ils font, comment ils le font et pourquoi. L'affaire du Concorde, « l'avion des millionnaires », est significative. Chacun, de gauche à droite, y est allé de son discours patriotique. En Grande-Bretagne, par contre, des travailleurs ont commencé, chez Lucas, à remettre en cause ce qu'ils produisent, à exiger un contrôle des investissements.**

# GRANDE-BRETAGNE

## Quel produit ?

 Il faut aborder la lutte pour l'emploi de la façon la plus offensive possible. Des luttes récentes, comme chez Lucas en Grande-Bretagne, mettent en valeur un aspect essentiel, bien que souvent laissé de côté : lutte pour le droit au travail oui, mais, en même temps, exercice d'un contrôle sur la nature du produit fabriqué et sur le mode de fabrication. Face aux propositions technocratiques du PS qui va présenter un contre-plan pour la restructuration, il s'agit d'une réponse ouvrière, efficace et résolument offensive. Face à l'aberration quotidienne dans et par le travail, un nouveau droit est affirmé : le droit à travailler dans la fabrication de produits socialement utiles.

La branche aéronautique de la firme anglaise Lucas emploie 14 000 travailleurs. Comme en France, ceux-ci sont menacés à brève échéance par des licenciements. Lucas, qui fabrique pour l'essentiel des équipements pour l'aviation militaire, mais qui travaille aussi pour Concorde, est en crise. Somme toute une situation courante... La manière dont le syndicat aborde cette bataille l'est moins.

### Des technologies nouvelles

Tout d'abord, depuis deux ans, s'est formé un comité des « shop-stewart » (délégués d'atelier), regroupant toutes les usines appartenant au même trust et disséminées dans tout le pays. Des liaisons à la base entre les sections syndicales d'un même trust, c'était nouveau (et cela commence à donner des idées à d'autres travailleurs britanniques) : d'ailleurs, l'appareil syndical est resté méfiant ! A partir de ce premier pas qui permettait de se battre nationalement, et pas localement, ils ont formé un groupe technique et scientifique pour réagir, en cas de changement de machines par exemple : un apprentissage du contrôle ouvrier appliqué aux conditions de travail en

quelque sorte...

Cette initiative les a rapidement conduits à poser la bataille pour l'emploi en des termes nouveaux : ils ont voulu démontrer que les licenciements n'étaient pas inévitables et qu'il n'était même pas besoin de s'enfermer dans la production d'armements. Ouvriers, techniciens et ingénieurs se sont mis collectivement à élaborer de nouvelles productions socialement utiles et correspondant aux possibilités productives de l'entreprise. La créativité collective a été étonnante : plus de 200 produits, incontestablement utiles socialement, sont aujourd'hui proposés, depuis les technologies les plus simples (pouvant être mises en œuvre par des petites communautés locales) jusqu'aux techniques les plus compliquées (collecteurs d'énergie solaire, moulins à vent, charries mécaniques, voitures électriques, fours à induction, reins artificiels, prothèses diverses, pompes à air chaud, robots pour combattre les incendies, robots pour exploiter les richesses des mers...).

Comme on le voit, il ne se sont guère contentés de proposer de se reconvertir pour l'aviation civile... Derrière ces propositions, c'est un autre mode de vie, une autre société, qui se profilent. Cela explique l'intérêt considérable soulevé par cette initiative. Et qu'on ne vienne pas dire qu'il n'y a pas de technologie nouvelle, que la technique est neutre... Une technologie nouvelle, pour eux, c'est aussi une nouvelle manière de produire, d'où des propositions sur l'organisation du travail...

Il s'agit incontestablement d'un enrichissement de l'action syndicale qui, dépassant l'économisme routinier, pose la question de fond sur la nature aliénante du travail : celle du contrôle sur la production. Contrôle ouvrier mais en même temps contrôle populaire (ils ont de nombreux contacts et soutiens hors de l'entreprise) car la sanction recherchée n'est pas celle du marché,

mais celle des besoins des travailleurs.

### Une question posée

Mais dira-t-on, n'y a-t-il pas un risque de récupération, l'entreprise utilisant ces idées nouvelles pour faire des profits (voir les réactions de la CGT au moment de LIP) ? Regardons-y de plus près. Le gouvernement travailliste vient de prendre l'initiative de proposer des contrats de progrès tripartis (patronat, gouvernement, syndicat). C'est dans le cadre de cette tentative d'ensemble réformiste que le syndicat de Lucas aborde les négociations avec le patronat qui vient d'accepter les discussions (sous la pression du gouvernement qui se prépare à distribuer des subventions). Il ne s'agit pas, pour le syndicat, d'un contre-plan technocratique, mais d'une manière offensive d'aborder la négociation et la lutte. Lucas peut non seulement être viable, il peut être utile ! Tout n'est pourtant pas simple, il faudra probablement en venir à la grève : comme partout, il est difficile de mobiliser les travailleurs avant que les menaces de licenciements ne soient précises. Ce n'est probablement que le début d'un long conflit, que pourtant, cette fois, les travailleurs n'aborderont pas désarmés.

De quoi réfléchir, en tout cas, en cette période de crise, sur les potentialités du contrôle. Il y a quelques années seulement, le « on fabrique, on vend, on se paie » de LIP était impensable. Pourquoi ne pas soulever maintenant la question de la nature du produit fabriqué ; quelle croissance ? Quelle société ? En finir avec le mythe que ces questions sont faites pour les couches petites-bourgeoises ! Nous sommes au contraire au cœur des problèmes d'emploi, de la crise. L'audace et l'imagination sont plus que jamais des vertus révolutionnaires.

Yves BAROU □

## AUSTRALIE : programmes verts

En Australie, le syndicat des travailleurs de la construction met en œuvre depuis quelques années une stratégie de contrôle populaire sur le cadre de vie. En liaison avec les habitants des quartiers concernés, un droit de veto sur les programmes urbains est exercé et des « programmes verts » donnant la priorité aux équipements sociaux sont proposés. Les travailleurs ont aussi, à Sydney, refusé la destruction de 25 000 logements, tout comme celle du jardin botanique qui devait laisser la place à un parking !

Une telle attitude peut étonner car elle va à rencontre de leurs intérêts immédiats. Mais Jack Munday, un de leurs leaders, pose la question : « **Quel serait l'intérêt de ne se battre que sur les salaires, le droit au travail, la réduction de la durée du travail et de meilleures conditions de travail, si c'est pour vivre dans des villes bruyantes et polluées, sans parcs, sans aucune qualité de la vie ?**

**Le syndicalisme dans les sociétés industrialisées doit élargir son activité. Il est insuffisant pour un syndicat de se concentrer sur le lieu de travail. Tout ce qui affecte les travailleurs ou leurs enfants devrait concerner un syndicalisme responsable ».**

Une énorme claque à ceux qui considèrent que la bataille pour le cadre de vie est une question petite-bourgeoise. Une lutte passionnante, et malheureusement méconnue, sur laquelle il faudra revenir.



**Yves Barou**